

Culture et révolution, révolution et violence

Jean-François Kesler (Nièvre)

Au début du XX^e siècle, Jules Guesde, s'adressant aux radicaux, s'écria un jour : « Vous voulez faire manger du curé aux ouvriers, pour qu'ils ne mangent pas du patron ! ». Aujourd'hui, beaucoup voudraient faire manger de l'enseignant aux ouvriers, pour qu'ils ne mangent pas du patron.

Pendant toute une période historique, l'anticléricalisme a permis à la bourgeoisie de détourner la classe ouvrière de la révolution sociale. A la lutte anticapitaliste, était substituée la lutte antireligieuse. Mais cette substitution n'a été possible que parce qu'une large fraction du mouvement ouvrier lui-même s'est mise à la remorque de la bourgeoisie et l'a suivie sur le terrain de l'anticléricalisme.

A l'heure actuelle, comme la lutte contre la religion est dépassée, la bourgeoisie l'a remplacée par la lutte contre la culture. Hier, on dénonçait l'aliénation religieuse ; aujourd'hui, on dénonce l'aliénation culturelle. Et, sinon une large fraction du mouvement ouvrier lui-même, du moins les nouvelles couches qui arrivent à la conscience politique, ont tendance à remplacer le combat contre l'oppression économique par le combat contre l'oppression culturelle.

Et pourtant, la bourgeoisie ne se soucie guère de la culture. Elle a toujours été extrêmement « utilitariste ». Elle voudrait d'ailleurs profiter de l'agitation actuelle dans les lycées et facultés pour « américaniser » le système d'enseignement.

Et pourtant, la culture n'est pas bourgeoise ; Trotski a écrit des choses définitives là-dessus (ou qui devraient l'être). Il a toujours affirmé qu'il existait une seule culture, faite par la classe dominante de l'époque, que le prolétariat devait la conquérir, non l'abolir et que l'idée d'une culture prolétarienne était une absurdité.

Et pourtant, la hiérarchie sociale n'est pas, dans une société capitaliste, le reflet de la hiérarchie scolaire. Prétendre le contraire, c'est affirmer une contre-vérité scientifique ; c'est adopter une politique contre-révolutionnaire. S'attaquer prioritairement à la technocratie, c'est agir comme si nous étions dans un régime de propriété collective des moyens de production. Mais nous sommes dans un régime de propriété privée des moyens de production ; c'est le règne de l'argent.

Les analyses stratégiques qui en découlent, et qu'a traduites avec talent, dans les années 60, Serge Mallet, n'ont pas vieilli.

Il ne faut pas sombrer dans les illusions des radicaux du début du siècle (de ceux qui étaient de bonne foi, qui étaient sincèrement à gauche) : ils croyaient que l'école laïque permettrait la transformation de la société. La destruction de cette école laïque ne permettra pas davantage la transformation de la société.

En perdant les colonies, la classe capitaliste n'a rien perdu. En perdant l'université, marquée par les stigmates de l'époque féodale, elle ne perdrait rien. Si elle perdait son pouvoir traditionnel de commandement dans l'entreprise, elle ne perdrait rien non plus : les entreprises américaines connaissent la décentralisation des décisions, le contrôle des syndicats (qui peuvent détenir le monopole de l'embauche) et la dynamique de groupe... Résultat : la classe ouvrière est intégrée dans le système économique. La vérité, c'est que le capitalisme français (comme le capitalisme européen en général, comme le capitalisme japonais) ne s'est pas développé sur une table rase (comme le capitalisme américain). Malgré 1789, malgré 1830, les vestiges de l'ancien régime sont demeurés. La classe capitaliste sait, avec une intelligence remarquable, profiter de Mai 68 pour faire sauter les derniers verrous, économiques et sociaux, qui s'opposent à l'expansion industrielle. Il n'y a qu'une chose que la classe capitaliste ne peut pas admettre : l'atteinte à la propriété privée.

Faut-il, pour autant, se limiter au cri de guerre des socialistes du début du siècle : « Exproprions les expropriateurs ! ». Absolument pas.

La collectivisation des moyens de production est une condition nécessaire de la construction du socialisme, elle n'est pas une condition suffisante. L'exemple soviétique le prouve. La démocratie socialiste n'a rien à voir avec la démocratie bourgeoise, et nous devons récuser tout retour au régime parlementaire. Mais nous ne pouvons pas oublier les leçons de l'Histoire et ignorer à quoi a abouti la dictature du prolétariat et ce que signifie la « démocratie prolétarienne de masse ». Nous n'avons pas le droit de dire : « Staline ? Connais

pas ». Si la propriété privée est la pierre de touche du capitalisme, le parti unique est la pierre de touche du socialisme. C'est parce qu'elle craignait la remise en cause de la domination exercée par le P.C. de Tchécoslovaquie, que la classe bureaucratique d'U.R.S.S. a lancé l'Armée rouge sur Prague.

Mais un « socialisme à visage humain », un « communisme qui n'oublie pas l'homme », est-ce seulement le socialisme dans la liberté ? Pas seulement. C'est aussi un nouveau modèle de civilisation.

Sans révolution morale, la révolution sociale ne sera rien. Mais la révolution morale, ce n'est pas la révolution culturelle, ce n'est pas le rejet des valeurs du passé. Ce n'est pas davantage la révolution sexuelle, car la libération des instincts n'a rien à voir avec la libération de la femme.

Certes, l'idée d'une révolution morale prête au sourire à l'heure actuelle. Et il est vrai que la morale et l'humanisme ont été utilisés aux pires fins. Mais, soyons sérieux : le marxisme aussi. Staline s'est toujours réclamé du marxisme, et Guy Mollet aussi.

Mais, quand on veut changer la vie, il faut pouvoir changer sa propre vie. Si nous ne sommes pas capables d'instaurer entre nous des rapports socialistes, alors nous serons incapables d'instaurer une démocratie socialiste. La société que nous construirons sera à l'image de notre parti, ne l'oublions pas.

Pendant toute une période, le P.S.U. a pris une orientation réformatrice. Il proposait des solutions concrètes extrêmement intéressantes, mais son projet d'ensemble manquait un peu de souffle. Il n'y a pas une différence considérable entre certains discours prononcés à la Rencontre socialiste de Grenoble et le discours prononcé par Chaban-Delmas sur la nouvelle société en septembre 1969. Que ce discours n'ait guère été suivi d'effets, c'est une autre chose ! Depuis Mai 1968, le P.S.U. a pris, à l'inverse, une orientation gauchiste, répudiant en pratique la notion de programme de transition.

Il serait temps pour lui de se stabiliser, et de rejeter à la fois le modernisme néocapitaliste et le révolutionnarisme néo-bolcheviste. Il serait temps pour lui d'élaborer un modèle de civilisation socialiste. Il serait également temps, pour le P.S.U., de cesser de bénir tout acte de violence, en

France ou à l'étranger, du moment où il s'agit d'un acte de violence.

La violence n'est pas fatalement révolutionnaire. Elle peut être poujadiste, raciste, antiféministe, fasciste, elle peut être tout simplement délictuelle ou criminelle. Un lycéen qui moleste un professeur n'est pas un révolutionnaire, il n'est pas une victime de la répression. Un étudiant qui brise le matériel n'est pas un révolutionnaire, il n'est pas une victime de la répression. Un routier qui barre les routes n'est pas un révolutionnaire, ni un commerçant qui plastique une perception. La violence pour la violence, le nihilisme de la violence, ce n'est pas le socialisme, c'est son contraire : le fascisme. D'ailleurs, les maoïstes français sont en train d'imiter les communistes allemands des années 30, qui ont contribué à faire le lit du nazisme.

Et il est scandaleux que seuls les auteurs d'actes de violence aient droit à la « une » de « Tribune Socialiste ». Les oubliés de la société capitaliste, je veux dire : les personnes âgées, les femmes seules, les handicapés, les inadaptés, les malades hospitalisés, etc., sont aussi les oubliés de notre parti et de son hebdomadaire.

La révolution, ce n'est pas la violence, c'est la transformation en profondeur de la société. Nous ne sommes ni au Brésil, ni en Espagne, fort heureusement. C'est pourquoi la conquête du pouvoir par la violence n'est ni possible, ni souhaitable. Elle n'est pas possible, car aujourd'hui, dans notre pays, ceux qui n'ont absolument rien à perdre sont nettement minoritaires. D'ailleurs, dès 1895, F. Engels, dans son introduction à « La lutte des classes en France » de K. Marx, se prononçait vigoureusement en faveur du passage pacifique au socialisme, pour les pays occidentaux. La conquête du pouvoir par la violence n'est pas non plus souhaitable, car elle est source d'injustices, et elle combat le mal par le mal.

En résumé, il faut :

— ne pas substituer la révolution culturelle à la révolution sociale ;

— ne pas limiter la révolution à la révolution sociale, mais l'élargir à la révolution morale ;

— ne pas confondre révolution et violence.

En conclusion, un redressement du P.S.U. s'impose.